

Accueil / Politique

Justice

Perquisition en cours au siège du RN, «une opération d'acharnement» dénonce Jordan Bardella

Le président du Rassemblement national a annoncé ce mercredi 9 juillet que des policiers de la brigade financière réalisaient des saisies dans les locaux du parti.





Le siège du Rassemblement national à Paris, le 9 juillet 2025. (Thomas Samson/AFP)

par [Arthur Louis](#)

publié aujourd'hui à 10h49
(mis à jour le 9 juillet 2025 à 15h47)

Comme le disait Jacques Chirac, *«les emmerdes, ça vole toujours en escadrille»* et ce n'est pas le Rassemblement national qui dira le contraire. Le parti d'extrême droite a appris, mardi, l'ouverture d'une enquête du parquet européen visant l'ex-groupe Identité et Démocratie (ID), dans lequel siégeaient les eurodéputés du parti, suspecté

A lire aussi**Enquête du Parquet européen contre le RN : le parti de retour dans la fosse aux millions**

L'eurodéputé a affirmé que «*l'intégralité des dossiers qui concernent les dernières campagnes régionales, présidentielles, législatives et européennes – soit toute l'activité électorale du parti – est aujourd'hui entre les mains de la justice*». Le président du parti à la flamme a ajouté que «*tous les mails, documents et éléments de comptabilité du premier parti d'opposition sont saisis*». Bardella, qui y voit «*une nouvelle opération d'acharnement et de harcèlement*», a encore estimé que cette perquisition n'était autre qu'un «*prétexte pour s'emparer de l'intégralité des documents internes*» et pour «*fouiller [son] bureau*». Il s'agit surtout d'une nouvelle affaire embarrassante pour la formation d'extrême droite, déjà ébranlée fin mars par [l'affaire des assistants parlementaires fictifs au Parlement européen](#).

Des soupçons de dons déguisés et de surfacturations

La perquisition entreprise ce mercredi matin par la brigade financière et anticorruption (BFAC) de la police judiciaire de Paris est menée dans le cadre d'une enquête pour financement illicite des campagnes présidentielles législatives de 2022 d'après le parquet. [Elle fait suite à une information judiciaire ouverte le 2 juillet 2024](#) sur des prêts accordés par des particuliers au parti de Marine Le Pen après un signalement de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Les investigations doivent ainsi «*permettre de déterminer si ces campagnes ont été notamment financées grâce à des prêts illégaux de particuliers bénéficiant au parti ou à des candidats du Rassemblement national*», a fait savoir le parquet de Paris. Outre les soupçons qui visent ces prêts, la justice enquête aussi sur de possibles «*surfacturations de prestations ou des facturations de prestations fictives ayant été intégrées par la suite dans les demandes de*

Les prêts venus de particuliers à destination des partis sont strictement encadrés et plafonnés. Ils ne peuvent être effectués «à titre habituel» et «ne peuvent excéder une durée de cinq ans ; ils ne sauraient constituer des dons déguisés», comme le rappelle le site de l'Assemblée nationale. Problème : le RN recourt massivement à ces emprunts et affichait fin 2023 plus de 20 millions d'encours à rembourser «auprès de personnes physiques». La plus ancienne de ces dettes remonte même à 2007. A tel point que le RN est devenu le parti qui a contracté le plus de prêts selon la CNCCFP. La formation lepéniste a ainsi bénéficié de 613 des 764 emprunts réalisés en 2021 par tous les partis confondus, puis 425 en 2022 (sur un total de 492) et encore 96 en 2023 (sur un total de 123).

«Aucune banque française n'a souhaité prêter de l'argent au Rassemblement national pour financer ses campagnes électorales, donc il est quand même invraisemblable de reprocher au Rassemblement national de se financer», a plaidé Jordan Bardella depuis Strasbourg, où il assiste à la session plénière du Parlement européen. Le chef du groupe Patriotes pour l'Europe a encore assuré qu'il s'agissait de «prêts qui sont parfaitement légaux, qui sont encadrés par des conventions de prêts, qui ont tous été remboursés par un compte de campagne qui a été validé et pour lesquels la Commission nationale des comptes de campagne dispose déjà de l'intégralité des informations».

Pour Jordan Bardella, «peut-être que l'objectif, ça a été pendant un certain nombre d'années de s'en prendre à la candidature de Marine Le Pen et désormais évidemment d'intégrer les dirigeants du Rassemblement national, de m'intégrer dans une boucle». Et le patron du RN d'oser encore : «Mon sentiment, c'est qu'en France sous Emmanuel Macron il vaut peut-être mieux être trafiquant de drogue qu'opposant politique.» Une quasi redite de la veille. Mis en cause par le parquet européen, le probable candidat du RN en 2027 avait déjà dénoncé une «nouvelle opération de harcèlement de la part de l'administration du Parlement européen» et regretté que le «combat judiciaire» fasse «malheureusement partie du combat politique». Il ne pensait pas si bien dire.

Mis à jour à 11 h 46 avec les soupçons de dons déguisés et de surfacturations, à 12 h 59 avec davantage d'éléments puis à 14 h 30 avec la réaction de Jordan Bardella et à 15 h 47 avec la suite de la réaction.

Dans la même rubrique

Justice

Perquisition en cours au siège du RN, «une opération d'acharnement» dénonce Jordan Bardella

il y a 22min

Chez Poi

Budget : les grosses économies proposées par les sénateurs de droite

9 juil. 2025 abonnés

Le billet de Jonathan Bouchet-Petersen

Statut des élus locaux : une cälinothérapie bienvenue mais qui est loin de tout régler

il y a 35min abonnés

Chez Poi

Marine Le Pen critique beaucoup moins la CEDH maintenant qu'elle peut lui être utile sur le front judiciaire

9 juil. 2025 abonnés

Nos newsletters >



Alerte Libé

Les alertes, infos et enquêtes Libé à ne pas manquer



Libé Matin

Le brief matinal idéal pour bien commencer la journée



Opinions

Les billets, éditos, tribunes ou chroniques qui font débat



Toutes nos newsletters

Actualité, politique, lifestyle... découvrez toutes nos newsletters



Les plus lus

L'essentiel

Incendie à Marseille : «le feu n'est pas encore fixé, la lutte va continuer toute la nuit», prévient Bruno Retailleau

01

Cinéma

Au festival de Locarno, le come-back surprise de l'inférral Abdellatif Kechiche

Abonnés

02

Info Libé

Médias

Léa Salamé au 20 heures, «Télématin» chamboulé, mercato agité : France Télévisions change tout pour ne rien changer

Abonnés

04



Suivez-nous :



Dossiers

- Gouvernement Bayrou
- Guerre au Proche-Orient
- Guerre en Ukraine
- Donald Trump à la Maison Blanche
- La menace de l'extrême droite
- Réchauffement climatique
- Lutte contre les violences sexistes
- Récap d'actu

Services

- Contactez-nous
- S'abonner
- Faire un don (déductible des impôts)
- Annonces légales
- Donnez-nous votre avis
- Foire aux questions
- Proposer une tribune
- Publicité
- Conjugaison
- Cours d'anglais
- Petites annonces

Conditions générales

- Mentions légales
- Charte éthique
- Pacte d'indépendance éditoriale
- CGVU
- Protection des données personnelles

Où lire Libé?

- Guide des festivals
- Evénements Libé
- Climat Libé Tour
- Université Libé
- Les newsletters



Application sur Android

Application sur iPhone / iPad

Archives

